

**Fonds d'Investissement Alternatif (FIA)  
Fonds d'Investissement à Vocation Générale  
(FIVG) soumis au droit français**

**FONDS D'INVESTISSEMENT A VOCATION GENERALE (FIVG)**

**«MHGA OPAL ACTIONS FRANCE »**

**PROSPECTUS**  
**« MHGA OPAL ACTIONS FRANCE »**

**I. CARACTERISTIQUES GENERALES**

---

**FORME DU FIA**

**Dénomination : « MHGA OPAL ACTIONS FRANCE »**

**Forme juridique et Etat dans lequel le FIA a été constitué :** Fonds d'Investissement à Vocation Générale prenant la forme d'un Fonds Commun de Placement (FCP), de droit français constitué en France.

**Date de création du FIVG et durée d'existence prévue :** 30 juin 1989 pour 99 ans, renouvelables.

**Date d'agrément AMF :** le 30 juin 1989

**Nourricier :** Non

**Synthèse de l'offre de gestion :**

Le FIA dispose d'une catégorie de parts.

Le FIA ne dispose pas de compartiments.

Catégorie de parts	Code ISIN	Souscripteurs concernés	Affectation sommes distribuables	Périodicité de distribution	Libellé de la devise	Valeur liquidative d'origine	Montant minimum de souscription
Unique	FR0007449988	Tous souscripteurs	Capitalisation	-	Euro	1.000 francs (152,45 euros)	1 part

**Lieu où l'on peut se procurer le règlement du FIA, le dernier rapport annuel, le dernier état périodique, la dernière valeur liquidative du FIA, ainsi que l'information sur ses performances passées :**

Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, Société Anonyme au capital de 9.728.000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro : 320 921 828 RCS Paris, dont le siège est, 21 rue Laffitte 75009 Paris, ou à l'adresse électronique suivante : [mhga.reporting@malakoffhumanis.com](mailto:mhga.reporting@malakoffhumanis.com)

Ces documents sont également disponibles sur le site internet [www.hga.humanis.com](http://www.hga.humanis.com).

**II. ACTEURS**

---

**Société de gestion et commercialisateur**

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, Société Anonyme au capital de 9.728.000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro : 320 921 828 RCS Paris, dont le siège est, 21 rue Laffitte 75009 Paris

La société de gestion gère les actifs du FCP dans l'intérêt exclusif des porteurs et rend compte de sa gestion aux porteurs.

Elle dispose de moyens financiers, techniques et humains en adéquation avec les services d'investissement proposés.

Afin de couvrir une mise en cause éventuelle de sa responsabilité professionnelle concernant l'ensemble des FIA qu'elle gère, la société de gestion a souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle. La société de gestion dispose également de fonds propres supplémentaires d'un montant suffisant pour couvrir les risques liés à l'engagement de sa responsabilité professionnelle.

**Dépositaire et conservateur :**

**BNP Paribas Securities Services** - S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris  
Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution  
Adresse postale : Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère 93500 Pantin.

Les fonctions du dépositaire recouvrent la conservation des actifs, le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et le suivi des flux de liquidités en relation avec les opérations comptabilisées.

Le dépositaire délègue la conservation des actifs devant être conservés à l'étranger à des sous-conservateurs locaux. La rémunération des sous-conservateurs est prise sur la commission versée au dépositaire et aucun frais supplémentaire n'est supporté par le porteur au titre de cette fonction. Le dépositaire est également chargé de la tenue du passif, par délégation de la société de gestion, en particulier de la centralisation des ordres de souscription et de rachat des parts ainsi que de la tenue des registres des parts.

**Etablissement en charge de la tenue de comptes Emission :**

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, Société Anonyme au capital de 9.728.000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro : 320 921 828 RCS Paris, dont le siège est, 21 rue Laffitte 75009 Paris.

**Etablissement en charge de la tenue de comptes Emission par délégation :**

**BNP Paribas Securities Services** - S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution  
Adresse postale : Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère 93500 Pantin

**Centralisateur des ordres de souscription ou de rachat :**

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, Société Anonyme au capital de 9.728.000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro : 320 921 828 RCS Paris, dont le siège est, 21 rue Laffitte 75009 Paris.

**Etablissement désigné à recevoir les ordres de souscription et rachat par délégation:**

**BNP Paribas Securities Services** - S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution  
Adresse postale : Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère 93500 Pantin.

**Etablissement en charge de la tenue des registres des parts :**

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, Société Anonyme au capital de 9.728.000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro : 320 921 828 RCS Paris, dont le siège est, 21 rue Laffitte 75009 Paris.

**Etablissement en charge de la tenue des registres des parts par délégation :**

**BNP Paribas Securities Services** - S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution  
Adresse postale : Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère 93500 Pantin

**Courtier principal (prime broker) :** Néant

**Commissaire aux comptes :**

**Deloitte & Associés** - Représenté par Jean-Pierre VERCAMER  
185, avenue Charles de Gaulle – 92000 Neuilly-sur-Seine  
Le commissaire aux comptes certifie la régularité et la sincérité des comptes du FCP. Il contrôle la composition de l'actif ainsi que les informations de nature financière et comptable avant leur publication.

## Déléataires :

### Délégation de la gestion comptable :

#### CACEIS FUND ADMINISTRATION

1-3 place Valhubert – 75013 PARIS

#### Politique en matière de conflit d'intérêt :

La société de gestion dispose et maintient des procédures organisationnelles et administratives efficaces en vue d'identifier, de gérer et de suivre les conflits d'intérêts.

La société de gestion dispose par ailleurs d'une procédure de sélection et de suivi de ses déléataires et une politique contractuelle à l'égard de ceux-ci en vue de prévenir tout conflit d'intérêt potentiel.

**Conseiller :** néant.

## III. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

### III.1 CARACTERISTIQUES GENERALES

**Code ISIN :** FR0007449988

#### Nature du droit attaché à la catégorie de parts :

Chaque porteur dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FIA proportionnel au nombre de parts possédées.

#### Modalités de tenue du passif et inscription à un registre :

La tenue du passif est assurée par le dépositaire BNP Paribas Securities Services. Il est précisé que l'administration des parts est effectuée en Euroclear France.

#### Droits de vote :

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts ; les décisions sont prises par la société de gestion.

**Valeur liquidative d'origine :** 1.000 francs (152,45 euros)

#### Forme des parts :

Les parts sont au nominatif et/ou au porteur.

#### Décimalisation :

Les parts souscrites ou rachetées ne sont pas décimalisées.

**Date de clôture de l'exercice :** Dernier jour de bourse à Paris du mois de mars de chaque année depuis mars 2008.

#### Régime fiscal :

Le FCP n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. Cependant, les distributions et les plus-values sont imposables entre les mains de ses porteurs.

Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par le FCP et aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le FCP dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de celles en vigueur dans le pays où investit le FCP.

L'attention de l'investisseur est spécialement attirée sur tout élément concernant sa situation particulière. Le cas échéant, en cas d'incertitude sur sa situation fiscale, il doit s'adresser à un conseiller fiscal professionnel.

### III.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

**Code ISIN :** FR0007449988

**Classification :** « Actions Françaises »

L'exposition au risque de change ou à des marchés autres que le marché français doit rester accessoire.

**Détention d'OPC :** Jusqu'à 10 % de l'actif net.

**Objectif de gestion :**

L'objectif du fonds est de rechercher, à travers une politique active de sélection de valeurs, une performance à long terme, au moins égale à celle mesurée par l'indice de référence, le SBF 120 (dividendes nets réinvestis), explicité au paragraphe ci-dessous. La réalisation de l'objectif passe par une recherche permanente du meilleur équilibre rendement espéré par rapport au risque associé aux valeurs sélectionnées.

**Indicateur de référence :** L'indicateur de référence est l'indice **SBF 120** (dividendes nets réinvestis).

Le SBF 120 (dividendes nets réinvestis) est un indice représentatif du marché boursier parisien dans son ensemble. Il est composé du CAC 40 et de 80 valeurs de l'Eurolist les plus activement traitées et liquides. L'indice s'efforce de respecter une pondération par secteur d'activité reflétant au maximum la structure économique française. Cet indice comprend 120 valeurs.

L'indice est calculé et publié par la société Euronext. (<https://indices.nyx.com/fr/home>) (Code indice : PX4NR). L'administrateur de l'indice, Euronext, est inscrit sur les registres de l'ESMA.

La gestion du Fonds n'étant pas indicielle, sa performance pourra s'éloigner sensiblement de l'indicateur de référence qui n'est fourni qu'à titre d'indicateur de comparaison.

**Stratégie d'investissement :**

**1. Stratégies utilisées :**

La gestion active du portefeuille est fondée sur des convictions à long terme avec un nombre de titres restreint par rapport à l'indice de marché large. Cela implique la recherche de performance en gérant le niveau de risque qui varie selon les opportunités et le degré de conviction provenant de l'analyse des titres.

Dans le cadre de la gestion du fonds, la sélection active des actions françaises offrant des perspectives de valorisation sur le long terme constitue la principale source de valeur ajoutée.

La gestion est fondée sur une approche fondamentale privilégiant l'analyse « ascendante » (« bottom-up ») des sociétés et dans une moindre mesure l'analyse « descendante » (« top-down ») sur les marchés et les secteurs.

La stratégie « top-down » repose sur l'évaluation des secteurs en fonction de l'environnement actuel, l'évolution concurrentielle et l'attractivité des perspectives. Elle intègre l'incidence également des facteurs macro-économiques tels que l'inflation, la croissance et les taux sur le long terme.

La stratégie « bottom-up » est fondée sur la sélection de titres qui constitue le cœur de la politique d'investissement. Elle procède par l'analyse fondamentale des éléments économiques et financiers de la société visant à déterminer la valeur « intrinsèque » à partir de l'actualisation des résultats futurs. La capacité à dégager des bénéfices futurs repose sur l'étude des facteurs tels que l'amélioration des marges, le lancement de produits, les gains de part de marché, l'acquisition ou la cession d'activités. La thèse d'investissement formulée pour chaque titre étudié incorpore ces facteurs prospectifs ainsi qu'une appréciation qualitative de la qualité de la direction, la stratégie et la compétitivité de l'entreprise au sein de son secteur.

Les écarts constatés entre le prix de marché et la valeur intrinsèque des titres fournissent un gisement d'opportunités pour investir. Ces écarts sont exprimés en prévision de performance par rapport au rendement normal exigé. Cela facilite un système de classement homogène des titres analysés selon leur degré d'attractivité. La construction de portefeuille consiste à intégrer surtout les titres associés au premier tiers de classement pour leur valorisation potentielle tout en modulant la pondération selon leur contribution au risque global.

La performance du fonds provient majoritairement de la sélection de titres, et accessoirement de l'allocation sectorielle ainsi que la maîtrise des facteurs de risque identifiés qui permet l'adéquation des sources de risque à la valeur ajoutée réalisée.

## Composition du Fonds et instruments utilisés :

### ➤ Titres financiers :

#### ▪ Actions, titres de créance et OPC :

		<b>Actions et valeurs assimilées</b> <i>En cas de conversion en actions des obligations convertibles</i>	<b>Obligations, titres de créance, produits monétaires</b>
<b>EXPOSITION DU FONDS</b> (incluant les contrats financiers)	<b>Exposition globale du Fonds</b> (hors emprunts d'espèces) :	Entre 70 % et 100 % de l'actif net	Jusqu'à 30 % de l'actif net
	▪ <b>Exposition en zone Euro:</b>	Entre 70 % et 100 % de l'actif net	Jusqu'à 30 % de l'actif net
	▪ <b>Exposition hors zone Euro (risque de change) :</b> <b>Dont pays émergents :</b>	Jusqu'à 10 % de l'actif net Néant	Jusqu'à 10 % de l'actif net Néant
<b>INVESTISSEMENT DIRECT DU FONDS</b> (DETENTION DIRECTE D' ACTIONS ET TITRES DE CREANCE)	<b>Détention de titres en direct par le Fonds (% max) :</b>	Jusqu'à 100 % de l'actif net	Jusqu'à 30 % de l'actif net
	▪ <b>Nature des titres détenus en direct :</b>	<b>Actions et valeurs assimilées</b> donnant accès au capital.	<b>Obligations et titres de créance</b> à taux fixe, variable, obligations indexées, obligations hybrides (subordonnées, ...). <b>Instruments du marché monétaire</b> (bons du trésor, titres négociables à court et/ou moyen terme, commercial papers, ...).
	▪ <b>Types d'émetteurs :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Grandes capitalisations<sup>1</sup> : OUI</li> <li>▪ Moyennes capitalisations<sup>2</sup> : OUI</li> <li>▪ Petites capitalisations<sup>3</sup> : OUI ( 5 % maximum)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Emetteurs privés <sup>4</sup> : OUI</li> <li>▪ Emetteurs publics <sup>5</sup> : OUI</li> <li>▪ Emetteurs souverains <sup>6</sup> : OUI</li> </ul>
	▪ <b>Situation géographique des émetteurs (% max) :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zone Euro : Jusqu'à 100 % de l'actif net.</li> <li>▪ Hors zone Euro : Jusqu'à 10% de l'actif net Dont pays émergents : Néant.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zone Euro : Jusqu'à 30 % de l'actif net.</li> <li>▪ Hors zone Euro : Jusqu'à 10 % de l'actif net Dont pays émergents : Néant.</li> </ul>
	▪ <b>Notation des titres et/ou des émetteurs :</b>	Sans objet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Notation « Investment Grade » * : jusqu'à 30 % de l'actif net.</li> <li>▪ Titres « spéculatifs » * : Néant.</li> </ul>

<sup>1</sup> Désigne les capitalisations supérieures à 10 milliards €

<sup>2</sup> Désigne les capitalisations comprises entre 5 et 10 milliards €

<sup>3</sup> Désigne les capitalisations inférieures à 5 milliards €

<sup>4</sup> Désigne les entreprises détenues majoritairement par des personnes physiques ou morales

<sup>5</sup> Désigne les entreprises ou organismes détenus majoritairement par l'Etat

<sup>6</sup> Désigne les Etats

<b>INVESTISSEMENT INDIRECT DU FONDS</b> (DETENTION DE PARTS OU ACTIONS D'OPC)	<b>Détention de parts ou actions d'OPC par le Fonds (% max) :</b>	Jusqu'à 10 % de l'actif net Dont les catégories d'OPC ci-après.	
	▪ <b>Catégories d'OPC (% max) :</b>	OPC actions ** : Jusqu'à 10 % de l'actif net.	OPC monétaires ** : Jusqu'à 10 % de l'actif net.
		OPC multi-actifs ** : Néant.	
	▪ <b>Forme juridique des OPC détenus :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ OPCVM de droit français et/ou de droit étranger,</li> <li>▪ Fonds d'Investissement à Vocation Générale de droit français,</li> <li>▪ FIA de droit européen ou Fonds d'investissement de droit étranger visés à l'article R. 214-32-42 1° c) du Code monétaire et financier,</li> <li>▪ Placements collectifs de droit français, autres FIA de droit européen et fonds d'investissement de droit étranger respectant les conditions de l'article R. 214-13 1° à 4° du Code monétaire et financier (dans la limite de 30 % de l'actif net).</li> </ul>	
<b>Fourchette de sensibilité au taux d'intérêt :</b>	Sans objet.	0 à 2	

\* Les titres de créance négociables et obligations et/ou les émetteurs dans lesquels le Fonds investit bénéficient d'une notation de crédit « Investment grade » (haute qualité de crédit) ou font l'objet d'une notation interne équivalente par la société de gestion. Les titres ne bénéficiant pas de cette notation sont des titres dits « spéculatifs ». La société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement à des notations de crédit émises par des agences de notation de crédit. Elle procède à sa propre analyse pour évaluer la qualité de l'émetteur et de l'émission.

\*\* Ces OPC peuvent être gérés par la société de gestion.

Le Fonds peut détenir des OPC indiciels (trackers) dans la limite de 10 % de l'actif net.

**Les autres valeurs** telles que décrites à l'article R. 214-32-19 du Code monétaire et financier, dans la limite de 10 % de l'actif net.

➤ **Contrats financiers :**

▪ **Instruments dérivés :**

	Types de marchés			Risques sur lesquels le gérant intervient				Nature des interventions		
	Marchés réglementés	Marchés organisés	Marchés de gré à gré	Risque actions	Risque de taux	Risque de change	Risque de crédit	Couverture	Exposition	Arbitrage
<b>Futures</b> (sur actions)	x	x	x	x				x	x	
<b>Forward Rate Agreement</b>	x	x	x	x				x	x	
<b>Options</b> (sur actions)										
<b>Swaps</b> (d'actions)	x	x	x	x				x	x	
<b>Change à terme</b>										
<b>Credit Default Swaps</b> (non complexes)										
<b>Total Return Swaps</b>										
<b>Autres</b>										

Les engagements liés aux instruments dérivés sont limités à 100% de l'actif net. Les stratégies d'arbitrage resteront accessoires (maximum 10 %).

- **Titres intégrant des dérivés : Néant.**

## **2. Contrats constituant des garanties financières :**

Des opérations de gré à gré peuvent être réalisées par le portefeuille afin d'atteindre son objectif de gestion. Dans ce cadre, elles peuvent donner lieu à l'échange de garantie entre les parties de l'opération. Parmi les garanties pouvant être échangées, Malakoff Humanis Gestion d'Actifs n'échange que des garanties offrant la meilleure protection possible pour les portefeuilles.

Les garanties ainsi échangées correspondent par conséquent soit à des espèces, soit à des obligations d'Etat bénéficiant d'une notation « Investment grade » par l'une des meilleures notations de crédit émises par les agences de notation selon l'échelle des agences de notations.

Dans la mesure où les garanties reçues par le portefeuille ne sont pas réutilisées, l'impact au niveau du risque global reste limité.

### ➤ **Emprunts d'espèces :**

La société de gestion peut, pour le compte du Fonds, procéder de façon temporaire à des emprunts en espèces dans la limite de 10 % de l'actif net du Fonds et dans le cadre exclusif de l'objet et de l'orientation de la gestion du Fonds. Il ne pourra être procédé au nantissement du portefeuille du Fonds en garantie de cet emprunt.

### ➤ **Opérations d'acquisition et cession temporaires de titres :**

Aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, le Fonds peut procéder à des acquisitions et cessions temporaires de titres (prises et mises en pension livrées contre espèces ou titres et prêts et emprunts de titres) portant sur des titres financiers éligibles à l'actif du fonds (actions, obligations et titres de créances, instruments du marché monétaire) conservés par le dépositaire du Fonds.

Ces opérations ont vocation à réaliser l'objectif de gestion du Fonds et notamment à permettre la saisie d'opportunité sur les marchés en vue d'améliorer la performance du portefeuille, d'optimiser la gestion de la trésorerie ainsi que les revenus du Fonds.

La proportion attendue d'actifs sous gestion pouvant faire l'objet de telles opérations est comprise dans une fourchette allant de 0 % à 100 % maximum de l'actif net, dans la limite d'engagement d'une fois l'actif net du Fonds.

### Critères déterminant le choix des contreparties :

Les informations relatives à la procédure de sélection des contreparties figurent dans la partie du règlement mentionnant les frais (tableau relatif aux frais).

Les contreparties utilisées dans le cadre d'opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres sont des établissements financiers ayant leur siège social dans l'OCDE et de notation de crédit minimale « Investment grade » selon l'échelle des agences de notations, au moment de l'exécution de la transaction.

### Rémunération :

Des informations complémentaires figurent également dans la partie du règlement mentionnant les frais.

### Informations relatives aux garanties financières :

Dans le cadre de la réalisation des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou des opérations sur dérivés négociés de gré à gré, le Fonds peut recevoir des garanties (collatéral) ayant pour but de réduire son risque de contrepartie.

Malakoff Humanis Gestion d'Actifs n'échange que des garanties offrant la meilleure protection possible pour les portefeuilles. Ces garanties correspondent soit à des espèces, soit à des titres.



Les garanties financières (collatéral) reçues respectent les critères suivants :

- Qualité de crédit des émetteurs : les garanties financières reçues en titres sont des obligations d'Etat ou privées bénéficiant d'une notation « Investment grade » selon l'échelle des agences de notations.
- Liquidité : Les garanties reçues autrement qu'en espèces doivent être liquides et négociées à des prix transparents ;
- Corrélation : Les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie ;
- Diversification : Le risque de contrepartie dans des transactions de gré à gré ne peut excéder 10 % de l'actif net ;
- Conservation : toute garantie financière reçue est détenue auprès du dépositaire du Fonds ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle, ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle.

Toutes les garanties financières données ou reçues sont transférées en pleine propriété.

Dans la mesure où les garanties reçues par le portefeuille ne sont pas réutilisées, l'impact au niveau du risque global reste limité.

Réutilisation du collatéral espèces reçu :

Les espèces reçues en collatéral pourront être réinvesties par le Fonds en dépôts, en opérations de prises en pension ou en titres éligibles à sa stratégie d'investissement, notamment titres de capital, produits de taux obligataires et monétaires.

Réutilisation du collatéral titres reçu :

Les titres reçus en collatéral ne pourront être vendus, réinvestis ou remis en garantie.

Les risques associés aux opérations de financement sur titre, aux contrats financiers et à la gestion des garanties inhérentes sont décrits dans la section « profil de risque ».

Des informations complémentaires sur la rémunération de ces opérations figurent dans la partie du règlement mentionnant les frais.

### **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

***Risque actions*** : Il s'agit du risque de dépréciation des actions et/ou des indices des marchés actions auxquels le fonds est exposé en cas d'évolution défavorable des marchés actions pouvant entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

***Risque de perte en capital*** : le fonds ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi, les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Fonds. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part du Fonds à un prix inférieur à sa valeur d'achat. Le porteur est averti que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

***Risque de taux*** : Le risque de taux résulte d'une fluctuation des taux d'intérêt pouvant avoir un impact sur la valeur des instruments financiers détenus par le portefeuille, et sur la valeur liquidative du fonds. De manière générale, plus la maturité des titres à taux fixe est élevée, plus leur sensibilité est élevée, plus le risque de taux est important.

***Risque de contrepartie*** : Il s'agit du risque de perte pour le portefeuille résultant du fait que la contrepartie à une opération ou à un contrat peut faillir à ses obligations avant que l'opération ait été réglée de manière définitive sous la forme d'un flux financier. Le défaut d'une contrepartie peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

***Risque lié à l'investissement sur actions de petites et/ou moyennes capitalisations*** : Le Fonds peut être exposé aux marchés des actions de petites ou moyennes capitalisations. Sur ces marchés, le volume des titres cotés est réduit, les variations à la hausse comme à la baisse sont plus marquées et plus rapides que sur les grandes capitalisations.

**Risque de liquidité** : c'est le risque qu'une position ne puisse pas être cédée pour un coût limité et dans un délai suffisamment court, c'est-à-dire le risque de devoir vendre un instrument financier à un prix inférieur au juste prix et ainsi générer une moins-value pour le portefeuille.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire** : Le style de gestion discrétionnaire à la différence d'une gestion indicielle, privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions, produits de taux) et sur la sélection de valeurs. Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés ou les valeurs les plus performantes.

**Risque de crédit** : Il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur monétaire ou obligataire ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance de cet émetteur peut alors baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative du fonds.

**Risque lié à l'impact des techniques telles que les produits dérivés** : Le Fonds peut avoir recours à des instruments financiers à terme, ce qui pourra induire un risque de baisse de la valeur liquidative du Fonds plus significative et rapide que celle des marchés sur lesquels le Fonds est investi.

**Risque de change** : Il est lié à tout investissement dans des instruments libellés en devises étrangères. Le risque de change peut résulter des fluctuations de ces devises par rapport à l'euro, ce qui peut impacter la valeur des instruments libellés en devises étrangères, et ainsi la valeur liquidative du fonds.

**Risque lié aux obligations hybrides** : le Fonds peut connaître un risque direct ou indirect action ou de taux/crédit, lié à l'investissement possible dans des titres obligataires hybrides (obligations subordonnées, obligations convertibles, obligations remboursables en actions...). La valeur de ces titres dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, remboursements anticipés / retards ou arrêt des remboursements sur les titres subordonnés. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

**Garantie ou protection** : Ce FIA ne fait l'objet d'aucune garantie ni de protection.

#### **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :**

Ce FIA est destiné à tout type de souscripteurs et plus particulièrement au groupe MALAKOFF HUMANIS.

Ce FIA s'adresse aux investisseurs qui recherchent une valorisation de leur épargne à long terme en investissant principalement sur des actions françaises et qui acceptent de supporter le risque de marché actions mentionné ci-dessus.

Le Fonds n'est pas, et ne sera pas enregistré en vertu de l'U.S. Investment Company Act de 1940. Toute revente ou cession de parts aux Etats-Unis d'Amérique ou à une "U.S Person" peut constituer une violation de la loi américaine et requiert le consentement écrit préalable de la société de gestion du Fonds.

Ce fonds ne peut être commercialisé directement ou indirectement sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, à ou au bénéfice d'une "U.S. Person" telle que définie par la réglementation américaine. La définition des «U.S. Person(s)» telle que définie par la «Regulation S» de la SEC est disponible sur le site <http://www.sec.gov>

Toute personne désirant acquérir ou souscrire une ou plusieurs part(s) de ce Fonds certifie en souscrivant qu'elle n'est pas une « U.S. Person ». Tout porteur qui deviendrait « U.S. Person » doit en informer immédiatement la société de gestion.

La société de gestion peut imposer à tout moment des restrictions (i) à la détention de parts par une « U.S. Person » et notamment opérer le rachat forcé des parts détenues, ou (ii) au transfert de parts à une "U.S. Person".

Ce pouvoir s'étend également à toute personne (a) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (b) qui pourrait, de l'avis de la société de gestion du Fonds, faire subir un dommage au Fonds qu'elle n'aurait autrement ni enduré ni subi.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FIA dépend de la situation personnelle réglementée et fiscale de chaque investisseur. Pour le déterminer, chaque investisseur devra tenir compte de son patrimoine personnel, de la réglementation qui lui est applicable, de ses besoins actuels et futurs sur l'horizon de placement recommandé mais également du niveau de risque auquel il souhaite s'exposer.

L'investisseur est averti que la performance du FIA peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

Comme pour tout instrument financier, les investisseurs potentiels doivent être conscients que la valeur des actifs du FIA est soumise aux fluctuations des marchés et qu'elle peut, en conséquence, varier de façon importante.

Il est fortement recommandé à l'investisseur de diversifier suffisamment son patrimoine afin de ne pas l'exposer uniquement aux seuls risques de ce FIA.

Diversifier son patrimoine en actifs distincts (monétaire, obligataire, actions), dans des secteurs d'activité spécifiques et sur des zones géographiques différentes permet à la fois une meilleure répartition des risques et une optimisation de la gestion d'un patrimoine en tenant compte de l'évolution des marchés.

**Durée minimum de placement recommandée :** supérieure à 5 ans.

**Modalité de détermination et d'affectation des sommes distribuables :**

Le FIA est un fonds de capitalisation.

Les sommes distribuables sont constituées par :

- 1° le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

- 2° les plus-values réalisés, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours de l'exercice antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées 1° et 2° sont intégralement capitalisées et viennent en accroissement de la valeur globale des actifs. Il en va de même des crédits d'impôt qui sont attachés aux revenus et produits et dont la restitution sera demandée à l'administration centrale par le Dépositaire.

**Caractéristiques des parts :**

Catégorie de parts	Code ISIN	Souscripteurs concernés	Affectation sommes distribuables	Périodicité de distribution	Libellé de la devise	Valeur liquidative d'origine	Montant minimum de souscription
Unique	FR0007449988	Tous souscripteurs	Capitalisation	-	Euro	1.000 francs (152,45 euros)	1 part

**Modalités et conditions de souscriptions / rachats :**

Les parts de ce FIA souscrites ou rachetées ne sont pas décimalisées.

Les ordres de souscriptions sont exécutés en montant.

Les rachats sont effectués en parts.

**Etablissement désigné à recevoir les ordres de souscription et rachat :**

**BNP Paribas Securities Services**

Adresse postale : Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère 93500 Pantin.

Les ordres de souscriptions et de rachats sont effectués sur VL à cours inconnu et sont centralisés chaque jour de calcul de la valeur liquidative (J) jusqu'à 15h00. Ces ordres sont exécutés sur la base de la valeur liquidative de J. Les règlements afférents à ces ordres interviennent à J+2 ouvrés.

Les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

Centralisation avant (15 h) des ordres de souscription	Centralisation avant (15h) des ordres de rachat	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative à 19h45	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats
J	J	J	J + 1 ouvré	J + 2 ouvrés	J + 2 ouvrés

Le risque de liquidité du portefeuille est encadré par un dispositif interne qui se base principalement sur :

- le suivi du profil de liquidité du portefeuille, basé sur le degré de liquidité des instruments qui composent le portefeuille ;
- le suivi de la capacité du portefeuille à honorer les demandes de rachat, dans des conditions normales ou dégradées

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique aux dits commercialisateurs vis-à-vis de **BNP Paribas Securities Services**

En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à **BNP Paribas Securities Services**

**Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative :**

La valeur liquidative est calculée quotidiennement en divisant l'actif net du fonds par le nombre de parts émises sur les cours de clôture de chaque jour de Bourse de Paris (selon le calendrier officiel d'Euronext – Paris SA), à l'exception des jours fériés au sens de l'article L. 3133-1 du Code de travail.

**Lieu et modalités de publication de la valeur liquidative :**

La valeur liquidative du FIA est disponible sur simple demande auprès de **MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS** 139-147 rue Paul Vaillant Couturier – 92240 Malakoff ou par email à l'adresse : [mhga.reporting@malakoffhumanis.com](mailto:mhga.reporting@malakoffhumanis.com)

**Frais et commissions :**

a) Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FIA servent à compenser les frais supportés par le FIA pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc...

<b>Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats</b>	<b>Assiette</b>	<b>Taux barème</b>
Commission de souscription non acquise au FIA	Valeur liquidative X Nombre de parts	3,00%
Commission de souscription acquise au FIA	Valeur liquidative X Nombre de parts	0,20%
Commission de rachat non acquise au FIA	Valeur liquidative X Nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au FIA	Valeur liquidative X Nombre de parts	Néant

b) Frais de gestion :

Les frais de gestion sont directement imputés au compte de résultat du FIA.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FIA, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FIA a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FIA ;
- des commissions de mouvement facturées au FIA ;

	Frais facturés	Assiette	Taux barème
1	Frais de gestion financière *	Actif net hors OPC MHGA	1.6 % maximum l'an (incluant les honoraires du commissaire aux comptes selon tarification annuelle appliquée)
2	Frais administratifs externes à la société de gestion		
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Commissions indirectes (souscriptions/rachats)	Néant
		Frais de gestion	Actif net
4	Commissions de mouvement *	Néant	Néant
5	Commission de surperformance * **	Actif net	La commission de surperformance représentera 20 % de la différence entre la performance du FCP et celle de son indice SBF 120 (dividendes nets réinvestis).

\* Depuis la révocation de l'option de TVA en date du 01/01/2008, ces frais sont exonérés de TVA en vertu de l'article 261 C 1er du CGI.

\*\* La commission de surperformance représente la part variable des frais de gestion.

- La méthodologie de calcul de la commission de surperformance est fondée sur la comparaison entre la performance du fonds et celle d'un actif net incrémenté au taux de l'indicateur de référence et présentant les mêmes mouvements de souscriptions et rachats que le fonds réel ;
- La période de référence est l'exercice du fonds ;
- Si, sur l'exercice, la performance du fonds est supérieure à celle de son indice de référence, il sera prélevé une commission de surperformance égale à 20 % de la différence entre la performance du fonds nette de frais de gestion et celle de son indice de référence SBF 120 (dividendes nets réinvestis). Cette commission sera provisionnée à chaque valeur liquidative, depuis le début de chaque exercice et sera perçue à la clôture de l'exercice.
- En cas de sous-performance du fonds par rapport à son indice de référence, toute provision passée précédemment sera ajustée par une reprise sur provision à hauteur de la dotation existante.
- Si, sur l'exercice, la performance du fonds est inférieure à celle de son indice de référence, la commission de surperformance sera nulle.
- Lors de rachats, la quote-part de la provision de la commission de surperformance correspondant au nombre de parts rachetées est définitivement acquise à la société de gestion.

Le mode de calcul de cette commission de surperformance est tenu à la disposition des porteurs de parts du FCP.

Les coûts juridiques exceptionnels liés au recouvrement des créances du FIA pourront s'ajouter aux frais facturés à ce dernier et affichés ci-dessus.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés au FIA, se reporter au document d'informations clés pour l'investisseur (DICI).

### **Description de la procédure de choix des intermédiaires :**

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS** sélectionne les courtiers ou contreparties selon une procédure conforme à la réglementation qui lui est applicable et en particulier l'article 314-75-1 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers.

Dans le cadre de cette sélection, **MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS** respecte à tout moment son obligation de « best selection ». Les critères objectifs de sélection utilisés par la société de gestion sont notamment la qualité de l'exécution des ordres, les tarifs pratiqués, ainsi que la solidité financière de chaque courtier ou contrepartie.

#### **Pratique en matière de commissions en nature :**

Dans le cadre de la gestion du FIA, **MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS** ne bénéficiera pas de commissions en nature. Il est rappelé que les commissions en nature portent sur des biens et services (recherche, abonnement à des bases de données informatiques, mise à disposition de matériel informatique associé à des logiciels spécialisés, etc.) utilisés dans le cadre de la gestion des portefeuilles confiés à HUMANIS GESTION D'ACTIFS.

L'utilisation de ces commissions en nature doit répondre exclusivement aux intérêts des porteurs de parts du FIA et doit être conforme aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers.

#### **IV. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL**

---

##### **Modalités de souscription et de rachat des parts :**

Dans le cadre des dispositions du prospectus, les souscriptions et les rachats d'actions du FIA peuvent être effectuées selon les modalités habituelles de souscription et de rachat, auprès de **BNP Paribas Securities Services**

**Distribution** : Le FIA est distribué en France auprès des clients de **MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS** et de leurs partenaires.

La documentation commerciale du FIA est mise à disposition des porteurs auprès de **MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, 139/147, rue Paul Vaillant-Couturier 92240 MALAKOFF.

##### **Modalités d'information des porteurs**

Toutes les informations concernant le FIA (prospectus, derniers documents annuels et périodiques) peuvent être obtenues en s'adressant directement auprès de :

**MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**, 139/147, rue Paul Vaillant-Couturier 92240 MALAKOFF, ou à l'adresse électronique suivante : [mhga.reporting@malakoffhumanis.com](mailto:mhga.reporting@malakoffhumanis.com)

La valeur liquidative du FIA est disponible sur le site internet : [www.hga.humanis.com](http://www.hga.humanis.com).

En cas de modification des modalités de fonctionnement du FIA, la diffusion des informations auprès des porteurs sera assurée par **MALAKOFF HUMANIS GESTION D'ACTIFS**.

Les supports de ces informations peuvent être des courriers personnalisés adressés aux porteurs d'actions, des informations dans les états périodiques ou le rapport annuel du FIA, doublés par des rappels dans les documents commerciaux mis, le cas échéant à disposition des porteurs ou transmis sur demande des porteurs. Le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des porteurs. Les valeurs liquidatives y sont également disponibles.

##### **Informations sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) :**

Des informations supplémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par la société de gestion sont disponibles dans le rapport annuel du FIA sur le site internet [www.hga.humanis.com](http://www.hga.humanis.com).

#### **V. REGLES D'INVESTISSEMENT**

---

Le FIA respectera les ratios réglementaires édictés par le Code monétaire et financier (articles L. 214-24-55 à L. 214-24-56 et R. 214-32-16 à D. 214-32-42).

## **VI. RISQUE GLOBAL**

---

La méthode de calcul utilisée par le FIA est celle du calcul de l'engagement.

## **VII. REGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS**

---

Le FIA s'est conformé aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPC.

### **Méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme fermes et conditionnelles :**

Les valeurs françaises sont évaluées sur la base du dernier cours inscrit à la cote.

Les contrats de réméré ou pension sur valeurs mobilières et opérations assimilables sont valorisés au cours du contrat ;

Les engagements sur les marchés à terme organisés sont valorisés :

- pour les marchés à terme français, européens et asiatiques, sur la base du cours de clôture ;
- pour les marchés à terme américains, sur la base du cours de clôture de la veille du jour du calcul de la valeur liquidative.

Les engagements sur les marchés conditionnels organisés sont valorisés :

- pour les marchés français, sur la base du cours de compensation du jour de calcul de la valeur liquidative ;
- pour les marchés européens, asiatiques et américains, sur la base du cours de clôture du jour de calcul de la valeur liquidative.

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

Titres de créances négociables : Les modalités d'application des règles d'évaluation sont fixées par la Société de gestion. Conformément aux instructions de l'AMF, les titres de créance négociables (hors bons du Trésor) sont valorisés au prix du marché.

Les valeurs étrangères sont évaluées :

- pour les valeurs européennes et asiatiques sur la base du cours de clôture de Paris lorsque ces valeurs sont cotées à Paris ou du dernier cours de leur marché principal, converti en euros suivant le cours des devises à Paris le jour de l'évaluation ;
- pour les valeurs américaines et australiennes, sur la base du dernier cours de Paris constaté la veille du jour de calcul de la valeur liquidative de la part, lorsque ces valeurs sont cotées à Paris, ou du dernier cours de leur marché principal constaté la veille du jour de calcul de la valeur liquidative de la part, converti en euros suivant le cours des devises à Paris au jour de l'évaluation.

Les swaps sont valorisés selon les règles suivantes :

- Les swaps d'une durée de vie inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés linéairement.
- Les swaps d'une durée restant à courir supérieure à 3 mois sont valorisés au prix de marché sur la base des prix indiqués par les teneurs de marché.

Pour les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été coté le jour de l'évaluation ainsi que pour les autres éléments du bilan, le Conseil d'Administration de la société de gestion corrige leur évaluation en fonction des variations que les événements en cours rendent probables. La décision est communiquée au commissaire aux comptes.

### **Méthodes d'évaluation des hors-bilan :**

Les contrats à terme fermes sont calculés à la valeur de marché. Elle est égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multiplié par le nombre de contrats.

Les opérations conditionnelles sont calculées à la valeur de marché qui est la traduction en équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta. Le delta résulte d'un modèle mathématique dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme, le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent.

## **Mode de comptabilisation :**

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, frais exclus et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

Les revenus des valeurs à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

---

**Date de publication du prospectus : le 01/04/2021.**

## **Récapitulatif des dernières modifications intervenues dans le règlement du fonds :**

- **Le 01/04/2021 :**
    - Modification de l'adresse du siège social de Malakoff Humanis Gestion d'Actifs ;
    - Modification des modalités de calcul de la commission de surperformance du fonds ;
    - Actualisation des performances et des frais courants au titre de l'exercice 2020 dans le DICI du fonds ;
    - Actualisation des tableaux relatifs aux règles d'investissement du fonds.
  
  - **Le 01/12/2020 :**
    - affichage des risques suivants : risque de liquidité et risque lié aux obligations hybrides ;
    - Actualisation du commissaire aux comptes ;
    - Actualisation des frais courants 2020 dans le DICI.
  
  - **Le 09/10/2020 :**
    - Changement de dénomination de la société de gestion devenant Malakoff Humanis Gestion d'Actifs
    - Changement de dénomination du Fonds en MHGA OPAL ACTIONS FRANCE
    - Mise en conformité avec le règlement Benchmark (mentions sur les indices)
    - Mise en conformité de l'article 3 avec les nouvelles instructions de l'AMF
    - Affichage des règles d'investissement du fonds sous forme de tableau (format I/C)
    - Précision du cours de valorisation (cours de clôture) du Fonds
  
  - **Le 08 février 2019 :**
    - Mise à jour des performances et des frais courants au titre de l'exercice 2018 dans le DICI.
-



**REGLEMENT**  
**MHGA OPAL ACTIONS FRANCE**

---

**TITRE I - ACTIFS ET PARTS**

**Article 1 - Parts de copropriété**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de la date d'agrément de l'AMF sauf dans le cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

**Article 2 - Montant minimal de l'actif**

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FIA devient inférieur à 300 000 euros ; dans ce cas, et sauf si l'actif redevient entre temps supérieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de pour procéder à la liquidation du FIA concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 422-17 du règlement général de l'AMF (mutation du FIA).

**Article 3 - Emission et rachat des parts**

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du Fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-24-41 du Code monétaire et financier, le rachat par le FIA de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FIA est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Le FIA peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-24-41 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision du FIA ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

#### **Article 4 - Calcul de la valeur liquidative**

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

### **TITRE II - FONCTIONNEMENT DU FONDS**

#### **Article 5 - La société de gestion**

La gestion du Fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le Fonds.

La société de gestion peut prendre toute décision pour changer la stratégie d'investissement ou la politique d'investissement du FIA, dans l'intérêt des porteurs et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces modifications peuvent être soumises à l'agrément de l'Autorité des marchés financiers.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

#### **Article 5 bis - Règles de fonctionnement**

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FIA ainsi que les règles d'investissement seront décrits dans le prospectus.

#### **Article 5 ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation**

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

#### **Article 6 - Le Dépositaire**

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlement en vigueur ainsi que celle qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion portefeuille. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion.

Il doit, le cas échéant, prendre toutes les mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

## **Article 7 - Le commissaire aux comptes**

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant le FIA dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à ce fonds et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et l'organe de gouvernance de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

## **Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion**

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse, et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du FIA.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les six mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

## **TITRE III - MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES**

### **Article 9 - Modalités d'affectation des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

- 1° le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

- 2° les plus-values réalisés, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours de l'exercice antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées 1° et 2° sont intégralement capitalisées et viennent en accroissement de la valeur globale des actifs. Il en va de même des crédits d'impôt qui sont attachés aux revenus et produits et dont la restitution sera demandée à l'administration centrale par le Dépositaire.

## **TITRE IV - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

### **Article 10 - Fusion - Scission**

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre OPCVM ou FIA, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres Fonds Communs. Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs de parts en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

### **Article 11 - Dissolution - Prorogation**

Si les actifs du Fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre FIA, à la dissolution du Fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le Fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du Fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un Fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

### **Article 12 - Liquidation**

En cas de dissolution, la société de gestion ou le dépositaire assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

## **TITRE V - CONTESTATION**

### **Article 13 - Compétence - Election de domicile**

Toutes contestations relatives au Fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.